



Commerce des services

AFGHANISTAN

LISTE FINALE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

(Seul le texte anglais fait foi)

AFGHANISTAN - LISTE FINALE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous les secteurs	L'Accord sur le commerce des services de l'Association sud asiatique de coopération régionale (SATIS) a été signé par l'Afghanistan le 29 avril 2010. Cet accord prévoit des négociations entre les signataires sur les Listes d'engagements spécifiques concernant les services. Ces négociations sont en cours. Les exemptions des obligations NPF seront notifiées ultérieurement.	Afghanistan, République populaire du Bangladesh, Royaume du Bhoutan, République de l'Inde, République des Maldives, Népal, République islamique du Pakistan et République socialiste démocratique de Sri Lanka	Indéterminée	Intégration régionale
Tous les secteurs	L'Accord bilatéral de promotion et de protection réciproque des investissements entre la Turquie et l'Afghanistan, qui a été signé le 10 juin 2004, prévoit le traitement national en vertu duquel chaque partie n'accorde pas aux investissements effectués un traitement moins favorable que le traitement accordé dans des circonstances similaires aux investissements effectués par ses investisseurs ou les investisseurs de pays tiers, le traitement à retenir étant celui qui est le plus favorable.	Turquie	Indéterminée	Relations d'investissement bilatérales
Services audiovisuels	Mesures concernant la radiodiffusion et d'autres formes similaires de transmission d'œuvres audiovisuelles, y compris des émissions de radio et télévision, satisfaisant aux critères de l'origine et autres critères fixés par les accords pertinents.	Parties à la Convention européenne sur la télévision transfrontières du Conseil de l'Europe et autres pays avec lesquels des accords bilatéraux ou plurilatéraux peuvent être conclus.	Indéterminée	Développement de liens culturels et protection du patrimoine culturel
Services audiovisuels	Mesures reposant sur des accords de coproduction plurilatéraux et intergouvernementaux qui confèrent un traitement national aux œuvres audiovisuelles visées par ces accords, y compris en ce qui concerne les subventions à la production et la distribution.	Parties à la Convention européenne sur la coproduction cinématographique et autres pays avec lesquels des accords bilatéraux ou plurilatéraux de coproduction peuvent être conclus.	Indéterminée	Développement de liens culturels et protection du patrimoine culturel

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services audiovisuels	Mesures permettant que des œuvres audiovisuelles, y compris des émissions de radio et télévision, et les fournisseurs de telles œuvres satisfaisant à certains critères d'origine bénéficient de programmes de soutien.	Parties à la Convention européenne sur la télévision transfrontières du Conseil de l'Europe, Parties à la Convention européenne sur la coproduction cinématographique et autres pays avec lesquels des accords bilatéraux ou plurilatéraux peuvent être conclus.	Indéterminée	Développement de liens culturels et protection du patrimoine culturel
F. Services de transport routier:	Accord de commerce de transit entre l'Afghanistan et le Pakistan, 2010	Pakistan	Indéterminée	Coopération en matière de commerce de transit avec le Pakistan
b) Transport de marchandises	<p>Les parties s'accordent réciproquement le traitement national au regard des législations nationales: les règles et procédures affectant le trafic en transit qui s'appliquent aux transporteurs de l'autre partie contractante ne seront pas moins favorables que celles appliquées à leurs propres services et fournisseurs de services similaires; les taxes, dépenses ou obligations financières applicables en fonction du moyen de transport et de la main-d'œuvre nécessaires au transit, les frais administratifs engagés ou le coût effectif des services fournis seront calculés de la même manière que pour les transporteurs nationaux similaires.</p> <p>Sous réserve de la législation intérieure et de l'autorisation des instances concernées, les parties contractantes sont convenues d'accorder aux transitaires et transporteurs de l'autre partie contractante la permission de s'implanter sur leurs territoires respectifs afin de développer les activités liées au commerce en transit. La présence commerciale est autorisée sous réserve de réciprocité.</p> <p>Les parties contractantes s'engagent à reconnaître les permis de conduire nationaux, les documents d'enregistrement des véhicules, ainsi que les plaques d'immatriculation des véhicules délivrés par les autorités compétentes de l'autre partie contractante.</p> <p>Les parties contractantes s'engagent à reconnaître les certificats d'inspection périodique des véhicules routiers et des autres moyens de transport utilisés pour le transport de transit, délivrés par l'autre partie contractante.</p>			

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
	<p>Les parties contractantes peuvent convenir de fixer un système de contingents concernant la délivrance des documents d'admission temporaire en transit afin de garantir une juste répartition du trafic entre elles.</p> <p>Les véhicules transportant la cargaison en transit seront autorisés à assurer le transport de retour de cette cargaison depuis le territoire de l'autre partie contractante.</p>			